



Démobilisation et réintégration communautaires des anciens enfants soldat dans les provinces du Maniema, Nord Katanga et Orientale

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PROVINCE DU MANIEMA

JANVIER, FEVRIER ET MARS 2004

Préambule

Comme l'indiquait déjà nos rapports mensuels, la démobilisation des enfants au Maniema avait commencé sous la direction de la 7^{ème} région militaire, sans suivre le processus national, avant l'arrivée de CARE dans la région. Point n'est donc besoin d'indiquer ici que toute la suite du projet s'en est trouvée affectée, au positif comme au négatif.

Au positif parce que les bandes armées qui sollicitaient des paiements des paysans dans les coins et les recoins des rues se sont retrouvées soudainement entraînées dans une autre spirale, de pacification cette fois-ci, permettant ainsi à CARE d'accéder de bonne heure, et aux enfants associés aux forces et groupes armés, et à des milieux originellement interdits par la guerre.

Au négatif, faut-il dire aussi, parce que le projet ainsi démarré d'urgence sans avoir pu bénéficier de la phase de préparation prévue, ne pouvait pas disposer instantanément et du personnel qualifié, et des structures d'accueil, et surtout pas de l'indispensable compréhension de l'environnement socioculturel dans lequel il était appelé à se déployer.

But general

Démobiliser et réintégrer efficacement les anciens enfants soldats en province Orientale, au Nord Katanga et au Maniema, sur base de l'étude d'un programme d'intégration destiné à aider les enfants à quitter les groupes armés et à encadrer leur développement au sein d'un environnement familial et communautaire qui respecte les normes internationales et les leçons apprises sur les programmes passés et futurs concernant les enfants soldats.

Activités

Primo, d'un seul CTO situé à Kindu, nous sommes passés à trois, localisés successivement à Punia et Lubutu.

Secundo, de cette seule modalité de prise en charge intérimaire qui faisait appui à la seule équipe de CARE et, en même temps la privait d'une mine immense de ressources locales inexploitées, nous sommes passés à l'idée et à la pratique d'un travail en synergie avec les communautés sous la bannière de ce que nous appelons le «réseau CARE de mobilisation sociale pour les EAFGA».

En termes d'activités menées dans l'environnement évoqué ci-dessus, il convient de distinguer quatre grands axes: la mobilisation sociale, la prise en charge intérimaire, le tracing et la réunification familiale et, enfin, le suivi de la réinsertion familiale et communautaire.

1. La mobilisation sociale: Sous ce titre évocateur, nous regroupons toutes les activités dont la finalité est d'amener la communauté et ses membres les plus influents à adhérer à la logique et à la pratique de la démobilisation des EAFGA. Celles-ci s'entendent depuis la formation des animateurs, la sensibilisation des autorités militaires, les contacts avec les autorités politico-administratives, la formation et l'information de partenaires locaux potentiels et, surtout, l'animation des autres enfants de la communauté au processus DDR, manière de prévenir leur enrôlement et assurer l'accueil de leurs collègues démobilisés ou auto-démobilisés.
2. La prise en charge intérimaire: Celle-ci, originellement indiquée sous la forme unique de centres de transit et d'orientation, a évolué vers deux formes nouvelles, à savoir la prise en charge d'enfants en familles d'accueil (spécialement les filles et les enfants malades chroniques) et le rapprochement d'enfants démobilisés trop loin de leur milieu d'origine, vers des centres ou des familles d'accueil à partir desquels le tracing de leurs parents s'est révélé plus aisé. Une chose cloche encore, c'est que, malgré les efforts de coordination des ONG impliquées dans le processus DDR, l'idée d'un transfert d'une région à l'autre d'enfants «dont le tracing se ferait sur place» n'a pas encore pris forme. La conséquence, c'est que la recherche familiale hors province est beaucoup plus lente qu'à l'intérieur du Maniema, ce qui grossit, à chaque jour qui passe, les possibilités de soulèvement d'enfants obligés d'attendre l'issue d'une recherche familiale qui se fait ailleurs et sur laquelle ils ne sont pas informés régulièrement. S'agissant de la prise en charge en famille d'accueil, la seule expérience conduite à Kasongo démontre à souhait que c'est une formule salubre, autant pour les enfants que pour CARE. Les premiers entrent directement dans une ambiance familiale qui les accepte comme enfants; le second fait l'économie de structures artificielles qui font de la prise en charge des enfants un métier et non une vie et un projet de bien être collectif.
3. Recherche et réunification familiale: Ici aussi, un progrès net s'observe quant à la méthode et, partant, quant aux résultats. D'un système à deux bandes fixes, c'est-à-dire avec un aller et un retour à dates fixes d'animateurs chargés d'informations concernant des enfants du CTO, nous sommes passés à un système de tâche d'huile où un animateur de zone permanent dans les milieux concernés reçoit, par téléphone, courrier ou message Croix-Rouge, les informations relatives aux enfants et réalise avec les membres de sa communauté, la recherche et la réunification des enfants dont le tracing est positif. Le premier système manquait de continuité et souffrait de sa soudaineté, le second souffre encore du faible

réseau de communication établi et de la faible qualification du personnel mais démontre sa supériorité par rapport au précédent, de par ses résultats (11 enfants tracés et réunifiés à Kalima en l'espace d'une semaine). Un autre fait nouveau dans le programme de tracing, c'est la participation des enfants eux-mêmes. Directement, en accompagnant des animateurs ou indirectement en fournissant, au-delà des informations classiques, une cartographie détaillée de leur milieu d'origine.

4. Le suivi de la réinsertion familiale et communautaire: Notre propos en ce deuxième trimestre d'activités a été de continuer à faire notre travail mais en y intégrant une forte composante communautaire. Parce que, contrairement aux temps anciens où la majorité de nos enfants se trouvaient dans nos CTO, aujourd'hui, la plupart d'entre eux se retrouve disséminée dans les villages, d'où l'obligation de collaborer avec les forces des communautés d'accueil (Eglises, ONG, notables divers et enseignants de tout bord) pour nous assurer de leur réinsertion. Dans cette optique, trois grandes études ont eu lieu et apporté chacune une portion du nécessaire savoir qu'il nous fallait pour enclencher le processus: l'enquête «Household Survey» conduite par la consultante Brigitte Halley à Kindu, Kampene, Kalima et Punia a mis en évidence les forces et les faiblesses des communautés visitées en rapport avec la réintégration des enfants réunifiés ou auto démobilisés; le travail du consultant Christian Michaud dans le domaine du tracing a mis aussi à la lumière aussi bien les faiblesses de CARE en la matière mais également des voies éprouvées pour un renforcement de la prise en charge des enfants, depuis le CTO jusqu'à la réunification; la réflexion-action du consultant Pino Lena a fourni les voies et les moyens d'une réinsertion socio-économique des enfants suivant un modèle précis expérimenté à Alunguli, à l'Est de Kindu. Sur cette lancée, CARE a aussi initié des partenariats locaux en vue de la remise à niveau scolaire des enfants, la formation professionnelle d'autres et, chose jusque là insoupçonnée, la découverte de nombreux enfants auto réunifiés qui souffrent tribulations dans le milieu parce que, s'ils ont eu le courage de s'évader des forces et groupes armés, ils n'ont pas eu en conséquence la force de résister aux maladies et à la faim ni surtout pas celle de retrouver le chemin de leurs familles d'origine, une fois pris par les besoins de survie à satisfaire. Il se crée donc progressivement un réseau de partenaires communautaires, autour de nos animateurs dans les différents territoires. C'est ce réseau qui aura demain la tâche de continuer le projet, quant la composante CARE se sera retirée.

Les contraintes et les défis

En termes de sécurité, le silence des armes n'est pas nécessairement synonyme de paix. On continue à signaler des violations de droits de l'homme et des petits crimes, culminant dans l'échauffourée du 17 mars 2004 entre les policiers et les Maï-Maï, à Kindu, ensuite par la sortie soudaine d'armes et de gens d'armes.

Plus encore, il faut noter que le calme apparent est du à la présence et à l'action de la MONUC. Mais à défaut de routes et de moyens de communications appropriés à l'envergure du phénomène EAFGA et du territoire lui-même, les équipes de travail sur

terrain opèrent encore largement dans la précarité: l'insécurité s'est déplacée des bruyants champs de bataille où la MONUC et le gouvernement peuvent agir; elle s'est déplacée dans les cœurs et s'exprime aujourd'hui par la xénophobie, les règlements de compte et les coups dans l'ombre dont CARE, comme du reste les autres intervenants ne peuvent que souffrir. Des enfants traînent ainsi au CTO parce que leurs communautés ne leur ont pas encore donné le pardon; parce que la recherche de leurs familles dépend d'une coordination inter-provinciale dont ils n'ont pas cure; parce que la communauté des acteurs sociaux, ONG internationales et onusiennes exceptées, est loin d'être un corps solidaire et présente plutôt l'aspect d'individus aux ambitions diverses et divergentes qui gênent la mise en place du réseau de mobilisation sociale pour les EAFGA dont question ci haut

Ce qui redresse la balance et soutient l'action malgré tout ce que nous venons d'évoquer, c'est l'aspiration profonde du petit peuple au changement et à la paix durables. C'est aussi le travail soutenu de la MONUC, OCHA et des ONG internationales qui rompent avec le discours divisionniste des ceux qui recherchent encore une source de pouvoir et/ou d'argent dans la prise en otage des EAFGA dans leurs rangs. CARE a finalisé un plan de sécurité pour l'évacuation du personnel non originaire du milieu en cas d'escalade.

Les clous du système, et on les voit déjà à cette étape du rapport, ce sont en résumé les questions liées à la sécurité des installations comme des personnes, surtout dans les postes avancés, les questions de communication et de mobilité dans la plupart des régions de notre activité, une connaissance limitée du DDR par nos partenaires obligés que sont les communautés rurales où sont réunifiés nos enfants.

A coté de ceci et sans qu'il en soit moins, il y a l'épineuse question des enfants hors Maniema dont le nombre presque atteint la moitié des effectifs en place, surtout que le RCD qui a recruté ses éléments hors Maniema, commence enfin à démobiliser. Si le tracing ne se fait pas ou s'il se passe trop lentement, les enfants frustrés par le départ des autres en famille, commencent à chahuter l'équipe du CTO et, parfois, à casser certains effets du projet.

Enfin, il est nécessaire de mentionner le cas des enfants auto démobilisés et celui de ceux que nous appelons aujourd'hui «des enfants à la limite». Les premiers, plus nombreux que ceux qui passent par les chemins officiels, se retrouvent comme ces derniers, dans les villages. Tant mieux s'ils en sont originaires et sans besoin de protection spéciale. Mais, comme c'est souvent le cas, ils viennent de contrées lointaines et vivent chez des collègues du milieu, sans appui autre que cette sympathie et cette solidarité d'enfants. Le projet, dans son énoncé originel n'a pas prévu ce cas. Et pourtant, si nous voulons rester cohérents, il faut réfléchir à une façon de les assister.

Idem pour les enfants «à la limite». Ils ont quitté leurs villages à 14 ou 15 ans et ont accompagné les troupes jusqu'au Maniema et maintenant ils ont dépassé 18 ans. Ils viennent du Sud ou du Nord Kivu, du Katanga ou du Kasai et ils revendiquent une assistance de CARE en tant qu'anciens «enfant soldats». Dans l'impossibilité d'assister directement ces enfants, il faudrait bien pouvoir les diriger vers un programme de soutien approprié, qui a ce moment n'est pas encore en place au Maniema.

Coordination et partenariat

CARE a continué à collaborer avec les autorités administratives ainsi qu'avec la 7ème région militaire, en coordination avec MONUC et OCHA. Il a eu en général une bonne disposition de la part des autorités militaires, mais le processus de démobilisation ne semble pas encore être systématique ni planifié.

CARE a également essayé d'améliorer ses relations avec la plate-forme des ONG pour le développement et la protection de l'enfance grâce à la médiation de OCHA. Un protocole d'accord est en train d'être rédigé et sera finalisé dans le prochain trimestre.

Chiffres

(Ces données incluent également les enfants pris en charge par l'UNICEF en 2003)

Nombre d'enfants au CTO au 31 décembre 2003

Kindu: 215
Lubutu: 000
Punia: 75

Nombre d'enfants accueillis du 1^{er} janvier au 31 mars 2004

Kindu: 302
Lubutu: 56
Punia: 17
TOTAL: 375

Nombre d'enfants réunifiés du 1^{er} janvier au 31 mars 2004

à partir de Kindu: 235
à partir de Lubutu: 32
à partir de Punia: 86
TOTAL: 353

Nombre d'enfants dans le CTO / familles d'accueil au 31 mars 2004

à Kindu: 67
à Lubutu: 24
à Punia: 6
à Kasongo: 23
TOTAL: 120

Nombre d'enfants hors Maniema présents au 31 mars 2004

à Kindu: 23
à Lubutu: 13
à Punia: 1
à Kasongo: 7
TOTAL: 48

Soumis par Dieudonné Cirhigiri, Gestionnaire de Programme pour la DDR enfants au Maniema, CARE RDC